

**Service Prévention des Risques Techniques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de mise en demeure à l'encontre de la société  
CARRIÈRES DE PROVENCE pour l'exploitation de la carrière implantée  
aux lieux dits "Les Petits Ribas" et "Côteaux de Blacouve" sur le territoire  
de la commune d'Oppède (84580)**

**La préfète de Vaucluse**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V et ses articles L. 171-8 et R181-46 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 64 du 12 mai 2003 autorisant la société Carrières de Provence à exploiter une carrière située aux lieux dits « Les Petits Ribas » et « Côteaux de Blacouve » sur le territoire de la commune d'Oppède ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> septembre 2023 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 mars 2022, relatif à la visite d'inspection du 11 mars 2022 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 mai 2023, relatif à la visite d'inspection du 14 mars 2023 et le projet d'arrêté préfectoral, transmis à l'exploitant en application des articles L.171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par courrier du 31 mai 2023 ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le cadre de la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le 14 mars 2023 une inspection a été réalisée sur la carrière située aux lieux dits « Les Petits Ribas » et « Côteaux de Blacouve », exploitée par la société Carrières de Provence sur la commune du territoire d'Oppède (84580) ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite précitée, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions des articles :

- R.181-46 II du code de l'environnement susvisé, en raison de l'absence de réalisation de porter à connaissance, préalablement à la mise en oeuvre des modifications des conditions d'exploitation, relatives à l'exploitation du carreau N° 3 par anticipation et aux modalités de ravitaillement des engins ;
- l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2003 susvisé, en raison de l'absence de réalisation d'une campagne tournante des retombées de poussières, d'une durée de 3 mois sur 3 points de mesures ;
- l'article 22.1 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2003 susvisé, en raison de l'absence de contrôle des valeurs limites applicables en matière de nuisances sonores au niveau des limites de propriétés ;

**CONSIDÉRANT** que les non-conformités relevées lors de l'inspection du 14 mars 2023 sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, par conséquent, il y a lieu de mettre en demeure la société Carrières de Provence de respecter les dispositions des articles R.181-46 II, 19 et 22.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2003 susvisé ;

**SUR** proposition de monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : mise en demeure**

La société Carrières de Provence, dont le siège social est situé Route de Maussane à Fontvieille (13 990), ci-après nommée l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de la carrière, située aux lieux dits "Les Petits Ribas" et "Côteaux de Blacouve" sur le territoire de la commune d'Oppède (84580) :

- article 22.1 de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12 mai 2003 susvisé en procédant, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, à la réalisation d'une campagne de mesure des niveaux sonores complète, intégrant la réalisation de mesures en limite de propriété ;
- article 19 de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12 mai 2003 susvisé en procédant, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, à la réalisation d'une campagne de mesure des retombées de poussières, d'une durée de 3 mois sur 3 points de mesures ;
- l'article R.181-46 II du code de l'environnement en transmettant, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de porter à connaissance, relatifs aux modifications :
  - du phasage des opérations d'extraction de matériaux ;
  - des modalités de ravitaillement des engins du site.

## ARTICLE 2 :

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société Carrières de Provence.

## ARTICLE 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

## ARTICLE 4

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

## ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète d'APT, le directeur départemental de la protection des populations, le maire d'OPPEDE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le 19 juin 2023  
Pour la préfète,  
Le secrétaire général

Signé : Christian GUYARD